

## **Compte rendu de la séance du Conseil Municipal du 8 novembre à 18h30 à la salle des fêtes de La Porcherie.**

La séance est ouverte sous la présidence de Michel Mouret, Maire, de Geneviève Gutteridge, Edith Navas, Marie-Odile Malochet, Gérard Guillon, Daniel Monteil, Michel Ajuste, Vincent Vendramini, Laure Chassagne, Hervé Dubois.

**Absent excusé** : Jean-Baptiste Bertrand, procuration donnée à Michel Mouret.

**Secrétaire de séance** : Edith Navas.

**1<sup>er</sup> point de l'ordre du jour** : approbation du procès-verbal de la séance du 13 septembre 2021, PV approuvé à l'unanimité.

**2<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour** : proposition du CDG de lancer un appel d'offre pour mutualiser la gestion du RGPD.

Le maire informe l'assemblée : le Règlement Général sur la Protection des Données est un document obligatoire à mettre en œuvre pour toutes les collectivités.

Le Centre de Gestion de la Haute-Vienne propose de réaliser un appel d'offre pour la passation d'un contrat de groupe auquel pourraient adhérer les collectivités. Si les conditions ne convenaient pas à la commune la possibilité demeure de le refuser. A l'unanimité, l'assemblée valide la proposition de Monsieur le maire.

**3<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour** : subvention pour l'aide au financement des enfants porchariauds fréquentant le collège de Saint Germain les Belles.

A l'unanimité, l'assemblée décide de renouveler le montant de la subvention attribuée les années précédentes, soit 40€ par enfant participant à un voyage scolaire organisé par le collège.

**4<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour** : autorisation de demande de subvention pour la réfection du tennis communal.

L'assemblée à l'unanimité autorise le maire à faire une demande d'aide financière à tous les partenaires concernés.

**5<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour** : autorisation de demande de subvention pour les frais d'étude du programme « aménagement du bourg.

L'assemblée à l'unanimité autorise le maire à faire une demande d'aide financière à tous les partenaires concernés.

**6<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour** : autorisation de demande de subvention pour la réfection du bâtiments école.

L'assemblée à l'unanimité autorise le maire à faire une demande d'aide financière à tous les partenaires concernés.

**7<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour** : demande de validation du dossier méthanisation en provenance de la commune de Meilhards.

Le maire informe l'assemblée : la collectivité a reçu un arrêté préfectoral et ses annexes pour l'ouverture d'une consultation au public pour le projet de création d'une unité de méthanisation agricole sur la commune de Meilhards. La Porcherie se trouvant dans le rayon d'un kilomètre autour de l'exploitation projetée, l'avis du conseil municipal est sollicité.

Laure Chassagne présente à l'assemblée le fonctionnement d'une telle installation. Marie-Odile Malochet ayant fait l'étude du dossier présente à l'assemblée les éléments positifs et négatifs qui apparaissent à la vue du dit dossier.

Le conseil débat et se prononce tel que suit : aucune approbation, neuf voix contre et deux abstentions.

**8<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour** : autorisation de mandatement des dépenses d'investissement avant le vote des budgets au titre de l'année 2022.

Le maire rappelle à l'assemblée que jusqu'à l'adoption des budgets, l'exécutif de la collectivité peut sur autorisation du conseil municipal engager, liquider ou mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts aux budget de l'exercice précédent.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, conformément aux textes applicables, l'assemblée accorde cette autorisation au maire.

**9<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour** : Rénovation du système d'assainissement du bourg et de la station d'épuration : compte rendu de la CAO et présentation des offres retenues.

Le maire rappelle à l'assemblée que la CAO (commission d'appel d'offre) s'est réunie le 20 octobre 2021 pour analyser les offres reçues pour la rénovation du système d'assainissement du bourg.

Le commencement des travaux doit se faire au 1<sup>er</sup> trimestre 2022.

Les offres retenues sont les suivantes : pour le lot numéro 1 l'entreprise SADE CGTH de Feytiat pour un montant de 47 787€ HT, pour le lot numéro 2, l'entreprise SAS ATEC REHABILITATION Plerneuf dans le Finistère pour un montant de 39 942€ HT et pour le lot numéro 3 l'entreprise HEBRAS TP de Limoges pour un montant de 234 420€ HT.

L'assemblée à l'unanimité valide cette opération.

**10<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour** : suppression d'un ½ poste d'adjoint administratif au secrétariat de mairie.

Le maire informe l'assemblée que suite au départ en retraite de Camille Reyrolle, adjoint administratif contractuel à temps non complet, il convient de supprimer cet emploi. Le non renouvellement est justifié par la baisse de charge de travail du secrétariat depuis que la gestion de l'eau a été remise au syndicat Vienne Briançonnais.

**11<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour** : recrutement d'un emploi aidé de 21hres hebdomadaires, faisant fonction d'adjoint administratif.

Monsieur le maire informe l'assemblée : il est de plus en plus difficile de recruter du personnel qualifié pour assurer le remplacement d'un ou d'une secrétaire de mairie, les formations d'apprentissage dispensées par les Centres de Gestion des départements ne plus à la hauteur des exigences demandées par les collectivités.

CAP EMPLOI nous propose une candidate que nous pourrions embaucher dans le cadre d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE), Marie C Lechelon, secrétaire de mairie, accepte d'apporter son aide à la formation de cette personne, ceci afin d'assurer une transition plus aisée lors de son départ en retraite. Ce contrat de droit privé serait conclu pour une durée déterminée d'une année pour une durée hebdomadaire de 21heures. Ce contrat pourrait-être renouvelé sans pouvoir excéder

la durée maximale prévue par la convention. La prise en charge par l'Etat de ce contrat est de 80% du salaire charges comprises.

Le conseil municipal à l'unanimité valide la proposition de Monsieur le maire.

**12<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour** : nomination d'un ou d'une délégué(e) au SIPRAD et à l'instance de Coordination.

Edith Navas présente sa candidature, l'assemblée à l'unanimité valide sa nomination.

**13<sup>ème</sup> point de l'ordre du jour** : nomination d'un ou d'une représentante à l'ATEC.

Geneviève Gutteridge présente sa candidature qui est retenue à l'unanimité par le conseil municipal.

### **Questions diverses :**

Domaine de La Borie : lors d'une Visio conférence avec l'administrateur, Monsieur Römmer, la DGS du Collège de France et le Président du Conseil Départemental de la Haute-Vienne. Monsieur Römmer a précisé qu'il n'était pas possible de vendre le domaine à l'euro symbolique. La somme demandée correspondrait à l'entretien du domaine depuis 70 ans.

L'association des Ar@mis a demandé par courrier au conseil municipal d'envisager la possibilité de contracter un bail emphytéotique avec le Collège de France.

Après un tour de table, il s'avère que les membres du conseil ne sont pas favorables à cette proposition, qui pourrait engager des frais et n'apporte pas de garanties suffisantes. Seule la proposition d'achat à l'euro symbolique pouvait être envisagée.

Tous les points de l'ordre du jour étant traités la séance est levée à 20h55.